

Cote du document:	EB 2009/97/R.22/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	11 c) ii)
Date:	15 septembre 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République islamique du Pakistan pour le

Projet d'appui à l'optimisation des cultures

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-septième session
Rome, 14-15 septembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Ya Tian

Chargé de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2062

courriel: y.tian@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Recommandation pour approbation	ii
Résumé du financement	iii
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Financing Agreement (Accord de financement)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt en faveur de la République islamique du Pakistan pour le projet d'appui à l'optimisation des cultures, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

République islamique du Pakistan

Projet d'appui à l'optimisation des cultures

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République islamique du Pakistan
Organisme d'exécution:	Ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture
Coût total du projet:	20,3 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	11,70 millions de DTS (équivalant approximativement à 18,33 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Contribution de l'emprunteur:	1,94 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt à la République islamique du Pakistan pour le projet d'appui à l'optimisation des cultures

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. L'agriculture est le pilier de l'économie pakistanaise. Elle compte pour 23% du PIB, mobilise 43% de la population active et contribue à hauteur de 60% aux recettes tirées de l'exportation. Les cultures fournissent 65% du PIB agricole. Les terres irriguées assurent 90% de la production agricole totale. Plus de 65% de la population du pays vit en milieu rural. On compte plus de quatre millions d'exploitations familiales, dont la superficie moyenne est égale à 4,7 hectares. À l'heure actuelle, 50% des agriculteurs sont des propriétaires exploitants et 26% de simples fermiers, mais le nombre de paysans sans terre (ouvriers agricoles) n'est pas connu. Le secteur est confronté à des problèmes critiques tels que la stagnation des rendements; les énormes écarts de rendement entre les agriculteurs novateurs et les agriculteurs moyens; la mauvaise qualité et la disponibilité inadéquate des intrants; et l'insuffisance des capitaux et des ressources financières. La politique agricole du gouvernement vise à améliorer la rentabilité et la compétitivité des exploitations en tirant parti du potentiel productif de l'agriculture et de l'élevage dans le pays. Le projet appuie directement le projet d'optimisation des cultures – phase II, actuellement mis en œuvre par les pouvoirs publics, et est exécuté dans son cadre.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République islamique du Pakistan un prêt d'un montant de 11,70 millions de DTS (équivalant approximativement à 18,33 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du projet d'appui à l'optimisation des cultures. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Pakistan au titre du SAFP est de 53,93 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009. Le projet d'appui à l'optimisation des cultures est le dernier à être financé au titre de ce cycle et il utilise le solde disponible de l'allocation SAFP.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. Le montant total de la dette extérieure du Pakistan se chiffrait à 50,1 milliards d'USD à la fin du mois de mars 2009, soit 30,2% du PIB. À la fin de l'exercice financier 2007-2008, le service de la dette représentait 15% environ des exportations de biens et services. Les remboursements antérieurs ont été effectués d'une manière satisfaisante.

Flux de fonds

5. Le montant du prêt sera transféré sur un compte spécifique de projet, libellé en dollars des États-Unis, qui sera géré par le directeur, au niveau national, du projet d'optimisation des cultures – phase II, sous l'autorité de l'emprunteur. Six comptes en monnaie locale seront ouverts et utilisés: l'un au niveau national, quatre pour les provinces participantes et un pour le Réseau des programmes d'appui au développement rural (le Réseau). Le virement des fonds du compte spécifique de projet sur les comptes en monnaie locale (roupie pakistanaise [PKR]) sera effectué

conformément aux procédures du FIDA et en fonction du plan de travail et budget annuel approuvé. Selon les prévisions, quelque 12 millions d'USD devraient être décaissés pendant les six premiers mois si les conditions de retrait sont remplies.

Modalités de supervision

6. Le FIDA supervisera le projet et administrera le prêt.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du prêt du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) la participation de quatre programmes d'appui au développement rural¹ à l'exécution de la composante des fonds renouvelables, en veillant à ce que ces derniers soient établis et utilisés selon des principes de transparence, de rapidité et d'efficacité; ii) la formation et le développement de groupements d'intérêts catégoriels composés de paysans sans terre et de femmes, en vue de donner à ces catégories les moyens de participer au projet et aux processus de prise de décision communautaires; iii) la modification des statuts des organisations villageoises pour ouvrir celles-ci aux fermiers, aux paysans sans terre et aux femmes; et iv) le durcissement des dispositions de vérification des comptes. Les activités de projet exécutées par les projets d'appui au développement rural du Réseau feront l'objet de vérifications des comptes effectuées par des cabinets d'audit du secteur privé directement recrutés par chaque organisation, tandis que le projet global sera contrôlé par le Bureau du vérificateur général du Pakistan.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Le groupe cible sera composé des habitants démunis des zones rurales, notamment les petits propriétaires terriens, les fermiers, les paysans sans terre et les femmes. Le projet sera exécuté dans 10 districts des provinces du Baloutchistan, du Penjab et du Sindh ainsi que de la province de la Frontière du Nord-Ouest. Pas moins de 25 000 ménages ruraux pauvres devraient bénéficier du projet.

Méthode de ciblage

10. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le projet s'adressera aux membres les plus pauvres des communautés rurales de la zone du projet. Les paysans sans terre et les femmes seront ciblés au moyen d'instruments spécifiques tels que les groupements d'intérêts catégoriels, la composante conçue pour promouvoir les initiatives de diversification des sources de revenus et la modification des statuts des organisations villageoises visant à ouvrir celles-ci aux groupements d'intérêts catégoriels afin que les femmes et les paysans sans terre soient associés aux processus de prise de décision communautaires.

Participation

11. La participation des bénéficiaires sera assurée par: i) le processus de mobilisation sociale mis en œuvre par les programmes d'appui au développement rural au titre du développement communautaire; ii) la formation de groupements d'intérêts catégoriels pour les femmes et les paysans sans terre; iii) la modification des statuts des organisations villageoises visant à permettre aux fermiers, aux paysans sans terre et aux femmes de participer au développement communautaire; iv) l'élection démocratique de conseils exécutifs dans toutes les associations d'agriculteurs et tous les groupements d'intérêts catégoriels; et v) l'obligation pour les membres des

¹ Le programme d'appui au développement rural du Baloutchistan, le programme d'appui au développement rural national, le programme d'appui au développement rural du Penjab et le programme d'appui au développement rural de Sarhad.

associations d'agriculteurs et des groupements d'intérêts catégoriels de tenir régulièrement des réunions sur l'exécution du projet.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Les principaux objectifs du projet sont les suivants: i) l'augmentation de la production végétale dans les districts ciblés, moyennant un financement plus important de l'approvisionnement en intrants; ii) l'amélioration de la sécurité alimentaire des ruraux pauvres grâce à l'accroissement de la production et des revenus; iii) le renforcement du pouvoir d'action des petits agriculteurs et des villageois défavorisés par le biais d'un appui en faveur des organisations communautaires autogérées; et iv) la meilleure prise en compte des questions de parité hommes-femmes et de pauvreté pour faire en sorte que les femmes et les paysans sans terre reçoivent des bénéfices directs.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Les principaux objectifs concernant les politiques et les institutions sont au nombre de trois: i) le développement participatif des organisations villageoises, fondé sur une mobilisation communautaire; ii) le renforcement de la capacité des organisations villageoises à gérer leurs programmes d'épargne et de crédit; et iii) la prise en compte des questions de pauvreté et de parité hommes-femmes avec la création de groupements d'intérêts catégoriels pour les femmes et les paysans sans terre.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Les objectifs du projet sont pleinement cohérents avec le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010 et la stratégie de pays.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le projet constitue un appui direct au projet d'optimisation des cultures – phase II, actuellement mis en œuvre par le gouvernement. Il est aligné sur le Cadre de développement à moyen terme 2005-2010, le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté et les priorités sectorielles du gouvernement.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. Tout au long du processus de conception du projet, le FIDA a consulté à plusieurs reprises un certain nombre d'organisations multilatérales et bilatérales pour étudier les possibilités de collaboration, voire de cofinancement, notamment: la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Banque islamique de développement, le Gouvernement italien, l'Agence suisse de développement et de coopération, et le Ministère du développement international du Royaume-Uni. Le projet sert de référence à un don du Fonds pour l'environnement mondial relatif à l'adaptation au changement climatique.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le projet comprend trois composantes: i) exploitation et appui des fonds renouvelables; ii) prise en compte des questions de parité hommes-femmes et de pauvreté; et iii) gestion du projet, suivi et évaluation.

Catégories de dépenses

18. Les catégories de dépenses prévues sont les suivantes: i) crédit; ii) formation et ateliers; iii) matériel et mobilier; iv) véhicules; v) salaires et primes; et vi) frais de fonctionnement.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Les partenaires d'exécution seront le Ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture; les collectivités locales provinciales; et les programmes d'appui au développement rural du Réseau.

Responsabilités en matière d'exécution

20. Le Ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture sera l'organisme d'exécution national du projet, assumant la responsabilité globale de son exécution. Du fait de sa nature, le projet d'appui à l'optimisation des cultures sera couvert par la gestion d'ensemble de l'unité fédérale de suivi et de coordination du projet d'optimisation des cultures – phase II, qui fait partie du ministère. Un coordinateur du projet d'appui à l'optimisation des cultures sera nommé pour gérer les opérations au quotidien; il remplira aussi les fonctions de deuxième directeur adjoint du directeur de projet national du projet d'optimisation des cultures – phase II. Les collectivités locales provinciales, par l'intermédiaire de leur département de l'agriculture respectif, assureront l'exécution du projet au niveau provincial, au niveau du district et au niveau local. Au titre d'un accord de financement subsidiaire avec l'emprunteur, les programmes d'appui au développement rural du Réseau seront chargés du fonctionnement des fonds renouvelables du projet, de la mobilisation sociale et du renforcement de la capacité des communautés à gérer les programmes d'épargne et de crédit.

Rôle de l'assistance technique

21. Le projet ne prévoit pas de recours à l'assistance technique internationale. La formation et les autres activités de renforcement des capacités destinées aux organisations villageoises seront assurées par les projets d'appui au développement rural. Des institutions et/ou des consultants nationaux réputés et qualifiés seront engagés pour appuyer l'exécution.

Situation des principaux accords d'exécution

22. Un manuel d'exécution du projet a déjà été préparé et il sera parachevé par l'emprunteur qui spécifiera le rôle et les responsabilités de tous les partenaires d'exécution. Un projet d'accord de financement subsidiaire avec le Réseau des projets d'appui au développement rural a également été examiné et préparé.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du projet est de 20,3 millions d'USD sur cinq ans. Les sources de financement sont le FIDA (90%) et l'emprunteur (10%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

24. L'estimation des avantages découlant du projet est rendue difficile par son étroite imbrication dans le projet d'optimisation des cultures – phase II, son projet parent. C'est pourquoi le calcul de taux de rentabilité ou de valeurs actuelles nettes pour le projet n'est pas jugé approprié. Toutefois, il est possible de se faire une idée approximative des avantages qui devraient découler du projet: i) en comparaison avec le recours à des intermédiaires financiers, les agriculteurs économiseront 3 300 PKR (41,25 USD) par acre (0,4 hectare) chaque année, en utilisant les fonds renouvelables du projet d'appui à l'optimisation des cultures, ce qui représente un total de 217 millions de PKR (2,71 millions d'USD) par an sur l'ensemble de la zone du projet; ii) des bénéfices seront générés par les initiatives de diversification des sources de revenus et, selon le type d'investissement, les taux de rentabilité indicatifs par cycle s'échelonnent de 21% à 47%; et iii) l'augmentation des rendements entraînera des bénéfices additionnels.

Viabilité économique et financière

25. Comme indiqué dans le paragraphe 24 ci-dessus, aucun calcul de taux de rentabilité ou de valeurs actuelles nettes n'a été effectué pour le projet.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. La gestion des savoirs fera partie intégrante des responsabilités des unités fédérale et provinciales de suivi et de coordination du projet, et elle sera intégrée dans la description des fonctions de suivi et évaluation du projet. Il a été prévu que, pendant la première année de l'exécution du projet, une stratégie de gestion des savoirs à l'échelle du projet soit préparée puis mise en œuvre.

Innovations en matière de développement

27. Le projet encouragera principalement trois aspects novateurs: i) l'introduction du ciblage de la pauvreté et la prise en compte des questions de parité hommes-femmes dans le projet d'optimisation des cultures - phase II qui, jusqu'ici, n'a guère prêté d'attention à ces questions, que ce soit dans sa conception ou son exécution; ii) le transfert progressif aux communautés du contrôle de l'exploitation des fonds renouvelables, qui constitue une stratégie de retrait intrinsèque; et iii) l'expérimentation de nouvelles approches pour réduire les risques et accroître l'intérêt de la microfinance au niveau communautaire, par exemple, avec les mécanismes de micro-assurance et les produits de microfinance islamiques prévus.

Approche d'élargissement

28. Le projet sera exécuté dans 10 des 26 districts actuellement ciblés par le projet d'optimisation des cultures – phase II, qui a une envergure nationale et dont l'objectif à long terme est d'atteindre à son stade final quelque 200 districts dans tout le pays. Le succès de l'exécution du projet d'appui à l'optimisation des cultures démontrera au Gouvernement et aux autres partenaires du développement la faisabilité et les avantages substantiels des approches adoptées. Ce projet est conçu pour fonctionner en tant que partie intégrante du projet d'optimisation des cultures – phase II, donc en utilisant la même structure institutionnelle, ce qui facilitera l'application et la reproduction à grande échelle de ses approches dans la zone de projet, beaucoup plus vaste, du projet d'optimisation des cultures – phase II.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le projet est confronté à quatre risques principaux: i) une situation incertaine sur le plan de la sécurité; ii) un manque d'intérêt aux échelons provincial et local se traduisant par la désignation tardive ou l'instabilité des membres clés du personnel de projet; iii) une réticence à prendre en compte les questions de parité hommes-femmes et de pauvreté; et iv) des mécanismes de contrôle de la gestion financière inadéquats pour les ressources dont le décaissement est planifié pendant les six premiers mois de l'exécution du projet. Les mesures prévues pour atténuer ces risques sont les suivantes: i) un critère de sélection déterminant pour décider de la participation d'un district sera que celui-ci ne présente pas de risque sécuritaire grave susceptible de gêner l'exécution et la supervision du projet dans les communautés cibles; ii) la désignation des membres clés du personnel de terrain du projet figurera dans l'accord de financement en tant que condition préalable aux décaissements; iii) des dispositions sont prévues pour nommer et rémunérer des spécialistes des questions de parité hommes-femmes et de pauvreté, tant au niveau national qu'au niveau provincial. Tous les postes seront assignés à des femmes, spécialistes chevronnées de ces questions. Dans le cadre de leur mandat, ces spécialistes seront chargées de gérer la composante du projet visant la prise en compte des questions de parité hommes-femmes et de pauvreté avec, notamment, la préparation de plans de travail, budgets et rapports périodiques; iv) l'accord de financement stipulera, au titre des conditions préalables à tout retrait du compte de

prêt, qu'un accord de financement subsidiaire doit être signé entre le Réseau des programmes d'appui au développement rural et le projet d'optimisation des cultures – phase II. Cet accord fera état de la nécessité d'un suivi étroit de l'exploitation des fonds renouvelables du projet par le biais d'un système de suivi et évaluation amélioré et au moyen de modalités de vérification des comptes séparées.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'effet préjudiciable important sur l'environnement.

K. Durabilité

31. Le projet fait partie du projet d'optimisation des cultures – phase II, actuellement mis en œuvre par le gouvernement, et il sera exécuté en utilisant les dispositifs institutionnels existants du projet parent. Les communautés seront mobilisées d'une manière participative par les programmes d'appui au développement rural. La stratégie de retrait relative aux fonds renouvelables a été intégrée dans la conception du projet, qui prévoit que les programmes d'appui au développement rural transmettront progressivement la responsabilité de l'exploitation et de la gestion des fonds aux organisations villageoises.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié sera distribuée lors de la session.
33. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République islamique du Pakistan un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à onze millions sept cent mille droits de tirage spéciaux (11 700 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement

(Negotiations concluded on 8 September 2009)

FINANCING AGREEMENT

Loan Number:

Project Title: Crop Maximisation Support Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Islamic Republic of Pakistan (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Fund has agreed to provide financing to support the Borrower's Second Crop Maximisation Project (CMP-II);

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is eleven million seven hundred thousand special drawing rights (SDR 11 700 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Principal and service charge shall be payable on each 1 June and 1 December.
6. There shall be a Project Account for Project operations in the National Bank of Pakistan.

7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the approximate amount of two million United States dollars (USD 2 000 000).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Borrower's Federal Ministry of Food and Agriculture (MINFA).

2. The following are designated as additional Project Parties:

- (a) Provincial Governments in the Project Area;
- (b) Rural Support Programme Network (RSPN); and
- (c) the National Rural Support Programme, Sarhad Rural Support Programme, Punjab Rural Support Programme and Balochistan Rural Support Programme (each a "RSP" and, collectively, the "RSPs").

3. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan shall be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (i) the National Project Director, the Provincial Project Director, the District Project Managers and Credit Officers of CMP-II shall have been duly appointed and shall have taken office;
- (ii) a Subsidiary Agreement between the CMP-II, on behalf of the Borrower, and the RSPN satisfactory to the Fund shall have been duly signed, and a copy thereof shall have been provided to the Fund; and
- (iii) a Project Implementation Manual (PIM) acceptable to the Fund shall have been approved and submitted to the Fund by the Lead Project Agency.

(b) No withdrawals shall be made from the Loan account for expenditures to be incurred within any District under Category I (Credit) of the Allocation Table set forth under paragraph 1 of Schedule 2 hereto until the RSPN and the Fund shall have jointly ascertained that conditions within such District allow free access to the Target Population.

(c) No withdrawals shall be made from the Loan account for expenditures to be incurred by any Village Organisation under Category I (Credit) of the Allocation Table set forth under paragraph 1 of Schedule 2 hereto until such Village Organisation(s) (VOs) shall have a democratically elected Executive Committee and shall have received, or applied for, registration under the Provincial Cooperatives Department.

2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

Country Programme Manager
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

Secretary,
Economic Affairs Division
Ministry of Economic Affairs
and Statistics,
C Block, Pak,
Secretariat,
Islamabad, Pakistan

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund
[insert name and title]

For the Borrower
[insert name and title]

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit poor rural people, including small landowners, tenant farmers, landless households and women in over 430 villages in ten (10) districts in the provinces of Punjab, Sindh, Balochistan and the North West Frontier Province of the Borrower's territory (the "Project Area").
2. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to food security and poverty reduction among the Target Population through productivity enhancement and income diversification.
3. *Objectives.* The objectives of the Project are: (i) increased crop production in the *target* districts through improved input supply financing; (ii) enhanced food security for the rural poor through increased agricultural production and income generation; (iii) empowerment of small farmers and disadvantaged villagers through support to self-managed community organisations, to enable them manage their resources more efficiently and gain greater market access; and (iv) gender and poverty mainstreaming to ensure direct benefits to women and landless households.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:
 - 4.1. Component I: Revolving Fund Operation and Support. This component shall comprise two subcomponents: (i) the provision of funds for seasonal crop production and income diversification interventions; and (ii) strengthening of credit and savings operations and management capacity at community level.
 - 4.1.1. *Subcomponent I: Revolving Fund Operations.* Under this subcomponent, resources for the revolving fund operations shall be transferred to the RSPN which shall channel the funds to the RSPs, in accordance with requirements relevant to each RSP and documented in the relevant RSP sub-agreement. The RSPs shall thereafter provide available loan funds to eligible applicants, through VOs, for: (i) seasonal crop production; and (ii) income diversification interventions.
 - 4.1.2. *Subcomponent II: Revolving Fund Implementation Support.* Under this subcomponent, resources shall be provided, through the RSPN, to the RSPs for capacity building activities. The objective is to prepare the communities, including the VOs and their constituent Farmers Associations (FAs) and Special Interest Groups (SIGs), to assume management and control of both internal savings and all revolving funds prior to completion of Project implementation. The majority of the resources shall be dedicated to training and support directly for VOs, FAs and SIGs, and RSP staff.
 - 4.2. Component II: Gender and Poverty Mainstreaming. (a) Under this component, the Borrower shall ensure that: (i) no less than fifty percent (50%) of the income diversification loans are channelled to women organisations; and (ii) best efforts are carried out to explore alternative arrangements to enable women gain access to seasonal crop loans.
 - (b) Under this component, the Project shall provide financing for activities aimed at strengthening gender and poverty related issues such that the same are mainstreamed within CMP-II operations. The SIGs for women and the landless shall facilitate gender and poverty mainstreaming under the Project. The Project shall provide resources specifically

for the recruitment of a National Gender and Poverty Specialist who shall oversee and supervise the activities of four provincial level Gender and Poverty Specialists.

4.3. Component III: Project Management, Monitoring and Evaluation. This component shall provide resources for activities related to overall operation of the Project and shall comprise two subcomponents: (i) Knowledge Management, Monitoring and Evaluation and Planning; and (ii) Project Management Coordination.

4.3.1. *Subcomponent I: Knowledge Management, Monitoring and Evaluation and Planning*. This subcomponent shall provide resources that shall be used for monitoring of Project activities and/or outcomes and the strengthening, management and utilization of knowledge generated under the Project.

4.3.2. *Subcomponent II: Project Management and Coordination*. This subcomponent shall provide for overall management and coordination of the Project under the CMP-II National Project Director and CMP-II Federal Steering Committee.

II. Implementation Arrangements

A. National Level

5. *Lead Project Agency*. The Federal Ministry of Food and Agriculture (MINFA) shall be the Lead Project Agency and shall have overall responsibility for Project implementation.

B. Provincial Level

6. *Provincial Governments*. The Provincial Governments of Punjab, Sindh, North West Frontier Province and Balochistan through their respective departments of agriculture shall have the overall responsibility for: (i) Project implementation at provincial, district and local level; (ii) provision of technical expertise *inter alia* in areas of agriculture, livestock and fisheries; (iii) provision of technical support through the Provincial Departments of Agriculture to SIGs involved in activities including livestock raising and milking and off season vegetable production; and (iv) ensuring the sustainability of Project achievements after the completion of the Project Implementation Period.

7. *Rural Support Programme Network (RSPN)*. (a) The RSPN shall be the main partner for the Project implementation and act as the contact point between the Project and the RSPs.

(b) The CMP-II, on behalf of the Borrower, shall enter into a Subsidiary Agreement with the RSPN (the "RSPN Subsidiary Agreement"), as the same may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund. The RSPN Subsidiary Agreement shall provide, among other things, that:

- (i) The Borrower shall transfer available funds to the RSPN in accordance with the annual work plans and budgets, including projected lending activities of all participating RSPs and related support costs;
- (ii) the RSPN shall make available the proceeds of the Loan under Category I (Credit) of the Allocation Table set forth under paragraph 1 of Schedule 2 hereto to participating and qualifying RSPs in accordance, *inter alia*, with the number and size of villages within the area of operation of each RSP;

- (iii) funds shall only be made available to RSPs, for onward transfer to Districts and VOs, which have met the institutional and functional requirements laid down in the PIM for lending and credit support operations;
- (iv) any funds unutilised for the purpose mentioned under sub-paragraph (iii) above shall be assigned to other RSPs or Districts/VOs which meet such requirements, as assessed jointly by the Fund and the RSPN;
- (v) the RSPN shall ensure that staff for all RSP positions shall have been duly appointed and taken office and that all target villages shall have constituted no less than two FAs;
- (vi) the VOs shall have a democratically elected Executive Committee and received, or have applied for, registration under the Provincial Cooperatives Department;
- (vii) the RSPN shall declare its commitment to the goals of the Project as stated in Schedule 1 hereof and, in furtherance of such goals, it shall undertake to carry out the Project in accordance with this Agreement.

(c) The RSPN Coordinator shall have the responsibility of: (i) overseeing and coordinating each relevant RSP; (ii) preparing and presenting training programmes and annual review workshops for RSP staff; and (iii) producing the annual work plans and reports, as appropriate.

8. *Rural Support Programmes (RSPs)*. (a) The RSPs shall be responsible, *inter alia*, for the: (i) Implementation of revolving fund operations; and (ii) social mobilization and strengthening of community level savings and credit management capacity;

(b) Each RSP shall have the following three principal roles: (i) the creation, development and promotion of women and landless households participation within both the Project and the wider decision-making processes within the community; (ii) the establishment and operation of the revolving funds on a transparent, timely and efficient basis; and (iii) the training and *in situ* support to VOs, FAs and SIGs in developing adequate capacity for the operation and management of savings and credit operations;

(c) The RSPN and each RSP shall enter into a sub-agreement (each an "RSP sub-agreement" and collectively, the "RSP sub-agreements") detailing the parties' respective duties and responsibilities for the implementation of the Credit activities under Category I (Credit) of the Allocation Table set forth in paragraph I of Schedule 2 hereto and specifying reporting requirements for consolidation by the RSPN.

9. *Mid-Term Review*. The Lead Project Agency and the Fund shall jointly carry out a review of Project implementation no later than the end of Project Year 3 (the "Mid-Term Review") based on the terms of reference prepared by the Borrower and approved by the Fund.

10. *Project Implementation Manual*. The CMP-II shall prepare a draft Project Implementation Manual (PIM) acceptable to the Fund and submit same for approval to the Lead Project Agency. When so approved, a copy of the PIM shall be provided by the Lead Project Agency to the Fund. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund.

11. *Implementation of Project Components*.

11.1. Component I: Revolving Fund Operation and Support.

11.1.1. *Subcomponent I: Revolving Fund Operations.* Annually during the Project implementation period and at the end of Project Year 3, the financial management capacity of the VOs in each community shall be evaluated by the RSPs through an analysis of the lending history of their members and the training and performance of the VO executives. The evaluation of the VOs by the RSPs shall lead to two outcomes: (i) increased control of the use and management of Project loan funds by eligible VOs, or (ii) reallocation of Project loan funds to other eligible VOs upon terms and conditions approved by the Fund and CMP-II at the completion of Project Year 4.

11.1.2. *Subcomponent II: Revolving Fund Implementation Support.* The RSPN and RSPs shall periodically prepare financial and technical progress reports in accordance with the requirements set forth in the RSPN Subsidiary Agreement and the relevant RSP sub-agreements. The following staff shall be recruited pursuant to a transparent and competitive recruitment process: (i) A National Micro-finance Training Coordinator within the RSPN; (ii) a Micro-finance Training Manager within each RSP; and (iii) Micro-finance Field Training Officers by each RSP in the Social Mobilisation Unit.

11.2. Component II: Gender and Poverty Mainstreaming. The following staff shall be recruited pursuant to a transparent and competitive recruitment process: (i) The National Gender and Poverty Specialist at the Federal Monitoring and Coordination Unit; and (ii) Provincial Gender and Poverty Specialists at the Provincial Monitoring and Coordination Unit.

11.3. Component III: Project Management, Monitoring and Evaluation.

11.3.1. *Subcomponent I: Knowledge Management, Monitoring and Evaluation and Planning.* Under this subcomponent, the following three main positions shall be maintained: (i) The National Knowledge Management, Planning, Monitoring and Evaluation Specialist at the Federal Monitoring and Coordination Unit; (ii) the Provincial Knowledge Management, Planning Monitoring and Evaluation Specialist at the Provincial Monitoring and Coordination Unit; and (iii) the National (Deputy) Training and Capacity Building Specialist at the Federal Monitoring and Coordination Unit.

11.3.2. *Subcomponent II: Project Management and Coordination.* (a) *CMP-II Federal Steering Committee.* The CMP-II Federal Steering Committee shall have the following responsibilities: (i) national level oversight and supervision of the Project and policy guidance for its implementation; (ii) ensuring that Project interventions are duly coordinated where appropriate with other development initiatives; (iii) reviewing and approving the annual work plans and budgets as well as Project periodical progress reports; and (iv) reviewing and resolving policy issues that may arise during Project implementation.

(b) *CMP-II National Project Director.* The CMP-II National Project Director shall be responsible for: (i) Project Coordination, administration, monitoring and evaluation and supervision of Project staff; (ii) providing the Fund with the documentation required to justify additional Project account deposits; (iii) consolidation of the financial statements of the operations, resources and expenditures related to the Project, as separately audited, for onward submission to the Fund.

(c) *The (CMSP) Project Coordinator.* The (CMSP) Project Coordinator shall have overall responsibility for operation and management of the Project including supervision of Project staff, and in particular for: (i) the preparation of consolidated annual work plans and budgets, procurement plans, reports; (ii) undertaking regular inspection visits to the Project and RSP field sites and ensuring the adequate execution of Project tasks and management of resources by Project staff; (iii) overseeing RSP and RSPN activities under the Revolving Fund Operation and Support Component; and (iv) ensuring that all

disbursement and related conditions affecting the Project are monitored and that, where necessary, corrective action is taken.

(d) *The (CMSP) Finance and Accounting Officer.* The (CMSP) Finance and Accounting Officer shall: (i) prepare the Project Budget; (ii) prepare the summary sheets of re-imburement and liquidation; (iii) prepare withdrawal applications; (iv) prepare quarterly consolidated statements of project accounts; (v) prepare separate accounts for expenditures; (vi) pre-audit of all financial transactions, and verify year-end balances including physical verification; (vii) arrange annual audit of expenditures incurred under all components and obtain reports from the auditors for submission to the CMP-II as soon as possible after the completion of each fiscal year; and (viii) verify that expenses are consistent with the work plan and budget provisions.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of eligible expenditures to be Financed
I. Credit	8 310 000	100% net of taxes
II. Training and Workshops	660 000	100% net of taxes
III. Equipment, Materials and Furniture	110 000	100% net of taxes
IV. Vehicles	210 000	100% net of taxes
V. Salaries and benefits	1 100 000	53% net of counterpart financing and net of taxes
VI. Operating costs	950 000	100% net of taxes
Unallocated	360 000	
TOTAL	11 700 000	

Key reference documents

Country reference documents

Vision 2030

Medium-Term Development Framework 2005-2010

Poverty reduction strategy paper II

IFAD reference documents

Project design report (PDR) and key files

COSOP

Administrative Procedures on Environmental Assessment

Logical framework

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators and Targets	Monitoring and Information Sources	Assumptions and Risks
<p>Goal To improve food security and poverty reduction among targeted small farmers and poor rural families</p>	<ul style="list-style-type: none"> • At least 25,000 families expand food production • Family income of participants increased by at least 30% in real terms over five years • Family nutritional levels increase in terms of quantity and quality (protein, diversity) by at least 20% over five years 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS survey (baseline, midterm and end of project) • Annual sample household surveys 	<ul style="list-style-type: none"> • Macro-economic and security conditions do not deteriorate • CMP-II receives expected funding • Increased production and income are not offset by population growth
<p>Purpose To support the national Crop Maximization Project in improving access to credit and social mobilization in 432 rural communities</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Seasonal production loans contribute to a 35% increase in crop production of participating farmers over 5 years • 850 SIGs formed, with women SIGs accounting for 50% • IDI loans contribute to a 30% increase in beneficiary incomes • FAs/SIGs/VOs successfully managing savings/lending programmes • 80% of VOs capable of managing revolving funds by PY5 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS Survey • M&E reports from MFIs • M&E reports from SMUs • Annual capacity assessments of VOs 	<ul style="list-style-type: none"> • VOs formed under CMP-II agree to expand membership to tenant farmers, landless and women • RSPs are able to identify and recruit sufficient qualified staff to operate credit programme
<p>Outputs</p>			
<p><u>1. Revolving Credit Operations and Support</u> Rapidly increase the availability of credit at moderate cost to participating farmers and other community members</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Crop production loans approved for 20,000 farmers per season • IDI loans approved for at least 5,000 landless and women applicants per annum from Year 2 • Executive members of all groups (VOs, FAs, SIGs) receive credit and savings related training and regular refresher courses • At least a 95% repayment rate achieved • At least 70% of VOs judged capable of assuming management of revolving funds no later than 6 months prior to project completion 	<ul style="list-style-type: none"> • Attitude surveys • FA monitoring systems • Accounts and records of groups • MIS reports from RSPs 	<ul style="list-style-type: none"> • Required inputs are available for purchase • Demand exists at sufficient prices to render production financially worthwhile • Activities can be initiated in 10 districts meeting all required criteria within 6 months of project effectiveness
<p><u>2. Gender & Poverty Mainstreaming</u> Ensure equitable participation of women and landless in community development</p>	<ul style="list-style-type: none"> • At least 850 SIGs formed and operating in target communities • SIGs hold regular meetings and prepare proposals for testing new technologies and income diversification • At least 75% of supported groups adopt and continue with regular voluntary savings plans • All SIGs receive at least one visit per month from technical staff 	<ul style="list-style-type: none"> • Surveys of target group members and control families • Reports of Social Organizers • Records of VO, FA, and SIG meetings 	<ul style="list-style-type: none"> • Women and landless willing to collaborate to identify and exploit income generation opportunities • Financially attractive investment opportunities can be identified • Market demand exists for diversified products
<p><u>3. Knowledge Management, M&E and Planning</u> An effective knowledge management and monitoring system is set up</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Issue annual work plans defining resource usage and outputs • Issue quarterly monitoring bulletins on IDIs • Issue annual reports assessing strengths and weaknesses of project development, including attitudes of participants and consumption data 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual CMSP reports • RIMS survey reports • Sample surveys of input purchase & use among RF users/non-users 	<ul style="list-style-type: none"> • Sufficient non participating rural inhabitants will be willing to respond to surveys • Active collaboration will be possible with CMP district monitoring staff

